



**Syndicat National des Agents  
des Douanes C.G.T.**  
Section de Lille- DNRFP - Dunkerque - Picardie

**Lille le, 25 octobre 2016**

DECLARATION LIMINAIRE AU CTSD du 25 octobre 2016.

Monsieur Le Président,

En préambule et sans aucun esprit de polémique nous voulons ici apporter notre soutien à notre collègue et camarade Grégory LEPRINCE blessé lors d'une séance de TPCI.

Sur les circonstances de l'accident, nous attendrons les conclusions de l'enquête judiciaire et de celle du CHSCT exceptionnel convoqué le 03 novembre 2016.

Avant d'aborder l'ordre du jour de ce CT, nous tenons à évoquer la dégradation du climat social général dans notre pays.

En premier lieu, nous dénonçons la répression syndicale exercée par le pouvoir en place envers des militants de la CGT et en particulier ceux de Goodyear .

Notre syndicat a d'ailleurs envoyé une délégation à Amiens le 19 octobre 2016 pour leur apporter notre soutien total.

Dans la sphère finance, la situation continue de se dégrader avec l'annonce de 1815 nouvelles suppressions d'emplois au niveau de la direction des finances publiques. Nos collègues ont commencé des grèves par site et annoncent une journée nationale de mobilisation le 15 novembre.

Dans notre administration, nous revenons sur la situation du CSRH de Bordeaux qui est le triste reflet de cette politique forcenée de suppression d'emplois et de centralisation.

Le 29 septembre dernier 80 % des agents de ce service étaient en grève pour dénoncer leurs inacceptables conditions de travail.

Nous sommes scandalisés par le mépris affiché par la hiérarchie vis-à-vis de leurs légitimes revendications. Faudra-t-il qu'ils le chantent pour être entendus ?

L'ordre du jour de ce CTSD s'inscrit dans la continuité de ce que nous dénonçons ci-dessus.

Vous nous convoquez de nouveau, pour annoncer des fermetures de services.

Pour ABBEVILLE BSI nous sommes dans la même situation qu'HIRSON BSI, vous allez créer un nouveau désert douanier. A priori, les contrôles et le maintien d'un service douanier de qualité ne sont toujours pas l'une de vos priorités.

Qui assurera demain les contrôles sur ce nouveau secteur sans proximité géographique d'un service douanier?

Selon vous, les agents d'AMIENS BSI se verraient dans l'obligation de se projeter, terme que vous aimez utiliser, à plus de 45 km du siège de leur unité ?

Et pourquoi pas tant que nous y sommes, solliciter les agents de Boulogne sur Mer, Dieppe ou même Rouen ?

D'autre part pour les agents de ABBEVILLE BSI, vos solutions de restructuration impliquent un déplacement domicile/ travail d'au moins 40 km.

Ces agents nous ont exprimé lors d'une RMIS le 19 octobre après-midi, soit 3 heures après votre visite, leur souhait de ne pas rejoindre la brigade d'Amiens tant qu'elle serait rue Faidherbe.

Pour ROUBAIX, la fermeture de ce bureau, nous démontre les ravages que peut entraîner la politique de rétrécissement des services publics avec des agents dont la majorité souhaite qu'on en finisse avec une entité qui peu à peu a été rendue fantôme.

Comme l'écrivait l'administration dans la conclusion de son document en vue du CHS-CT du 17 octobre 2016, la fermeture du bureau de ROUBAIX s'inscrit dans une logique et quelle logique... celle de la concentration des décisions, de l'abandon des contrôles, de la minimisation des missions douanières.

Cette fermeture devenue tellement « *logique* » est d'autant plus scandaleuse que le transfert de la charge de travail au bureau de LESQUIN se fera une nouvelle fois au détriment des agents des deux sites. Ils nous ont alerté à plusieurs reprises de la dégradation de leurs conditions de travail, conséquence inéluctable d'une baisse des effectifs, d'une politique à courte vue, menée par des dirigeants politiques et hiérarchiques irresponsables.

Pour le regroupement des unités d'HALLUIN BSI et LILLE BSI nous affirmons que l'application du PSD, décidé en 2014/2015, intervenait dans une phase de réduction des effectifs pour l'ensemble des services de l'interrégion de LILLE.

La situation politique actuelle, consacrée par la déclaration du Chef de l'État, fin 2015 suite au drame du BATACLAN annonçant des renforts d'effectifs, aurait dû stopper cette option du PSD.

Nous réfutons votre idée selon laquelle une coordination de HALLUIN à NOGENT-sur-OISE et de MAUBEUGE à DUNKERQUE augmenterait la capacité opérationnelle de nos services. Les agents et la hiérarchie de proximité s'en inquiètent. Les coopérations, opérations, collaborations pilotées à grand renfort de tableaux de bord et de réunions interrégionales n'apportent, jusque-là, que très peu de résultats et nient l'apport des initiatives des services et des agents.

La fermeture (puisqu'il faut appeler un chat un chat) de LILLE BSI et le regroupement avec HALLUIN BSI n'impactera pas simplement 18 agents mais près de 60 agents de toutes les catégories, de toutes les spécialités, dans tous les domaines, côtes de service, management, organisation du travail etc...

Nous constatons que l'arrivée de nouveaux agents est loin de résoudre tous les problèmes.

En effet, le manque d'anticipation en matière de fourniture d'équipements ainsi que la formation accélérée mais trop sommaire des stagiaires nous donne l'impression qu'il n'y a plus de pilote dans l'avion.

Pour ce qui est des travaux accompagnant ces multiples restructurations où en êtes vous ?

Beaucoup de promesses ont été faites pour peu de résultats concrets.

Le Plafond Autorisé d'Emploi marque une nouvelle saignée dans les effectifs OP/CO avec dégradation des conditions de travail pour corollaire.

Cette tendance n'est elle pas en contradiction avec la mise en place de votre fameuse démarche de bien être au travail.

Vous poursuivez tranquillement la mise en place du PSD, véritable plan de destruction de la douane, aux dépens des conditions de travail des agents, mais aussi sans tenir compte des réalités sociales et économiques du monde qui nous entoure.

Preuve en est, l'État continue de supprimer des postes aux finances alors que 53 000 exilés fiscaux sont en train de régulariser leur situation pour plusieurs milliards d'euros et que l'on ne sait combien d'autres sont toujours cachés.

Donner les moyens aux différents services pour lutter contre cette fraude fiscale, reste pour nous le meilleur moyen d'équilibrer le budget de l'État.

Lors d'une précédente rencontre vous évoquiez notre idéal syndical. Pour nous, il sera idéal le jour où vous serez de notre côté pour dénoncer les mauvais choix de nos ministres.

Les élus Cgt